



PREFET DE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

Plate-forme Régionale des Achats
12, rue Jean sans Peur
59 039 Lille cedex

Cahier des Clauses Particulières

Réservation de places en structure d'accueil de la petite enfance pour les fonctionnaires de l'Etat en région Hauts-de-France

Accord cadre multi-attributaires à bons de commandes

1^{er} septembre 2027 au 31 août 2031

Référence de la consultation : PFRA_HDF_2027_Creches

Date et heure limites de remise des plis :

Le Lundi 15 juin 2026 – 12h00

Table des Matières

1.	PREAMBULE.....	4
1.	Le pouvoir adjudicateur.....	4
1.1	Personne publique contractante – pouvoir adjudicateur.....	4
1.2	Personne habilitée à signer l'accord-cadre.....	4
1.3	Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).....	4
1.4	Personnes habilitées à signer les bons de commandes.....	4
1.5	Comptable assignataire des paiements.....	4
2.	Définitions.....	5
3.	Objet.....	6
4.	Allotissement géographique.....	6
5.	Pièces contractuelles.....	8
5.1	Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	8
5.2	Textes de références.....	8
6.	Durée et reconductions.....	8
6.1	Durée de l'accord-cadre - reconduction.....	8
6.2	Bons de commandes.....	8
6.3	Marchés de prestations similaires.....	8
7.	Engagement des titulaires envers l'Etat.....	9
7.1	Confidentialité.....	9
7.2	Obligation de discrétion.....	9
7.3	Mesures de sécurité particulières.....	9
7.4	Documents à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre.....	9
7.4.a	Documents fiscaux et sociaux.....	9
7.4.b	Modifications dans la structure du titulaire.....	9
7.5	Modification des prestations en cours de l'accord-cadre.....	10
7.6	Sous-traitance.....	10
8.	Clause technique - Description de la prestation.....	10
8.1	Généralités.....	10
8.2	Représentation du titulaire.....	10
8.3	Modalités d'admission des enfants.....	11
8.4	Quantités et date de mise à disposition des places d'accueil.....	11
8.5	Descriptif des locaux.....	11
8.6	Organisation relative au fonctionnement des structures d'accueil.....	12
9.	Dispositions relatives aux personnels.....	12
10.	Dispositions financières.....	12
10.1	Subventions de la C.A.F.....	12
10.2	Participation des familles.....	12
11.	Contrôle et vérification de la prestation.....	13

11.1	Contrôle a priori de la prestation.....	13
11.2	Contrôle a posteriori de la prestation.....	13
12.	Dispositions financières.....	13
12.1	Définition des prix.....	13
12.2	Prix de règlement.....	13
12.3	Facturation - Règlement.....	14
12.4	Intérêts moratoires.....	15
12.5	Présentation des factures par voie dématérialisée.....	15
13.	Dispositions relatives aux assurances.....	15
14.	Avance.....	15
15.	Pénalités.....	16
15.1	Pénalités de retard.....	16
15.2	Pénalités liées à des obligations administratives.....	16
16.	Cessions et nantissements.....	17
17.	Résiliations.....	17
18.	Litige.....	17
19.	Dérogations au CCAG - FCS.....	18

1. PREAMBULE

L'Etat a décidé de promouvoir une politique interministérielle de réservation de places en crèches au profit d'enfants d'agents publics de l'Etat.

La Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale des Hauts-de-France (SRIAS) est une structure partenariale interministérielle qui mène des actions à destination de l'ensemble des agents de la Fonction Publique d'État en région, en complément de l'action sociale proposée par chaque ministère.

Des besoins d'au moins **494** places en structures d'accueil collectif de la petite enfance sur la région Hauts-de-France sont à pourvoir dès le 1er septembre 2027, pour des enfants d'agents de l'Etat âgés de 2 mois et demi à moins de 4 ans.

Le maximum sera de 988 places sur la durée totale du marché.

La Préfecture de Région des Hauts-de-France coordonne l'achat de ces prestations pour le compte de la SRIAS. Une consultation est lancée en vue de la passation d'un accord cadre à bons de commandes. Chaque lot est attribué à un ou plusieurs titulaires selon le nombre de places proposées. La mise à disposition de places d'accueil est répartie en **43** lots géographiques – Se référer au tableau des lots détaillés en annexe 3.

1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Personne publique contractante – pouvoir adjudicateur

Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE CEDEX

1.2 Personne habilitée à signer l'accord-cadre

Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France, représenté par M. le secrétaire général pour les affaires régionales (**SGAR Hauts de France**)
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE CEDEX

1.3 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

M. le secrétaire général pour les affaires régionales (**SGAR Hauts de France**)
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE CEDEX

Il est chargé de la coordination de l'accord-cadre. Il est habilité à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique pour ce marché.

1.4 Personnes habilitées à signer les bons de commandes

Sont habilités à signer les bons de commandes les services de la Plateforme Régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines (PFRH).

1.5 Comptable assignataire des paiements

DRFIP HAUTS-DE-FRANCE ET DU DEPARTEMENT DU NORD
Service Facturier (SFACT) - BP 30026 – 59008 LILLE CEDEX

2. DÉFINITIONS

Accord-cadre à bons de commande :	Un accord cadre a pour objet d'établir les termes régissant les bons de commandes à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix .
Multi attributaire :	Se dit d'un accord-cadre ou d'un lot de cet accord-cadre concédé à plusieurs entreprises.
Personne publique / Pouvoir Adjudicateur :	Représentant du pouvoir adjudicateur (préfet de région Hauts-de-France), le SGAR Hauts-de-France signe et notifie l'accord-cadre pour le compte de la SRIAS en région.
Titulaire :	Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre et exécute les bons de commandes avec le pouvoir adjudicateur pour le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) il est l'attributaire.
SRIAS :	Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale des Hauts-de-France
Structures d'accueil :	Établissements destinés à l'accueil hors de leur domicile, des enfants âgés de moins de 4 ans, ces équipements regroupent les crèches, les haltes garderies ainsi que les établissements réalisant du multi-accueil (accueil régulier, occasionnel et d'urgence). À NOTER : Une même entité (entreprise, association) peut être gestionnaire de plusieurs structures. Les marchés seront conclus avec l'entité, encore appelée opérateur, pour une ou plusieurs structures strictement identifiées dont elle est le gestionnaire.
Accueil régulier :	Accueil collectif "classique" pour les enfants de 2 mois et demi à 4 ans jusqu' à l'entrée à l'école maternelle. Les parents s'engagent à confier leur enfant à la crèche à des jours et horaires définis à l'avance pour une durée indéterminée. L'accueil régulier peut-être à temps plein ou à temps partiel.
Accueil occasionnel :	Il permet de répondre à des besoins ponctuels des familles qui ne peuvent pas être définis à l'avance. Les enfants sont accueillis entre 2 mois et demi et 4 ans jusqu'à l'entrée à l'école maternelle. L'accueil occasionnel peut-être à temps plein ou à temps partiel.
Accueil d'urgence :	Lorsqu'une famille ne peut pas faire appel à son mode de garde habituel (par exemple, l'assistante maternelle ou la mère qui reste habituellement à la maison est malade ...), elle peut bénéficier ponctuellement, selon les disponibilités, d'une place à la crèche pour un enfant de 2 mois et demi à 4 ans.
Berceau :	Place d'accueil dans une ou plusieurs structures d'accueil du jeune enfant, étant précisé qu'un même berceau peut être occupé par plusieurs enfants sur des créneaux horaires différents et complémentaires (plusieurs enfants ne peuvent être présents simultanément sur le même berceau réservé).
Notification :	C'est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.
Prestations :	Désigne les services fournis par le Titulaire du marché.
PSU :	Prestation de Service Unique versée par la CNAF et les parents au gestionnaire de la crèche
Bénéficiaires de l'action sociale interministérielle :	Ce sont les fonctionnaires et les contractuels de droit public rémunérés sur le budget de l'Etat ou de certains établissements publics visés par l'arrêté du 22 décembre 2015 pris pour application de l'article 4-1 du décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État.
Service prescripteur :	La plate-forme régionale d'appui interministériel à la GRH, en charge du suivi de la réservation des berceaux et de la constatation du service fait permettant la mise en paiement des factures.

3. OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la réservation de places en structure d'accueil de la petite enfance pour les fonctionnaires de l'État sur l'ensemble de la région Hauts-de-France.

Le présent accord-cadre est conclu selon une procédure adaptée conformément à l'article R-2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord cadre multi attributaires à bons de commandes. Un ou plusieurs attributaires seront désignés par lot, dans l'ordre de classement et dans la limite du nombre de berceaux pourvus.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un maximum par lot indiqué à l'article suivant.

Ce montant maximum n'est pas un engagement de commandes mais correspond au maximum qu'il pourra être commandé sur la durée totale du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réserver tout ou partie des places qui lui seront proposées par les structures.

Le service prescripteur passera commande du nombre de places à la survenance des besoins, dans la limite du nombre de berceaux maximal proposé et qui sera indiqué à l'acte d'engagement.

Dans le cas de demandes de berceaux supplémentaires en cours d'année, et si les Titulaires des marchés sont en mesure de proposer des berceaux disponibles, l'attribution se fera selon le taux d'occupation dans les structures multi-attributaires.

Dans le cas où les Titulaires des marchés ne sont pas en mesure de proposer des berceaux disponibles, il sera fait appel aux prestataires ayant proposé une offre mais auxquels aucun berceau n'aura été attribué lors de la notification. Il leur sera fait appel dans l'ordre du classement des offres.

En cours de marché, et en cas de fermeture d'une structure ou si une structure perd son éligibilité au marché, les berceaux initialement attribués ne peuvent pas être transférés à une autre structure, y compris au sein du même groupe. Les berceaux seront réattribués à d'autres structures attributaires par la procédure de marché public et selon les taux d'occupation des structures, ou selon la procédure des berceaux supplémentaires.

4. ALLOTISSEMENT GÉOGRAPHIQUE

Les prestations sont alloties géographiquement de la manière suivante (voir Annexe 3 avec liste détaillée des lots + Carte géographique des lots en annexe au DCE) :

département	N° lot	Intitulé du lot : Territoires	Nombre de berceaux/lot marché 2027	Nombre de berceaux maximum / durée du marché
02	01	CC du Pays du Vermandois, CC du Saint-Quentinois, CC Chauny Tergnier La Fère, CC du Val de l'Oise, CC Thiérache Sambre et Oise, CC de la Thiérache du Centre, CC des Trois Rivières, CC du pays de la Serre, CC des portes de la Thiérache	7	14
	02	CA du Pays de Laon, CC Picardie des Châteaux, CC du Chemin des Dames, CC de la Champagne Picarde	6	12
	03	CC Retz en Valois, Grand Soissons Agglomération, CC du Canton d'Oulchy le Château, CC du Val de l'Aisne	6	12
	04	CA de la Région de Château Thierry, CC du Canton de Charly sur Marne	6	12
59	05	CC coeur de l'Avesnois, CC du Sud de l'Avesnois,	12	24
	06	CA du Douaisis,	27	54
	07	CC pevele carembault, CC coeur Ostrevant + commune de Baisieux	12	24
	08	Lille : St Maurice Pellevoisin – Fives	18	36
	09	Lille centre	30	60
	10	Vieux Lille – Lille Vauban	10	20
	11	Lille Bois Blanc – Lille faubourg de Béthune Communes de Loos, Sequedin, Lomme, Lambersart	14	28
	12	Lille Wazemmes - Lille sud – Lille Moulins	27	54
	13	CA Valenciennes métropoles <u>sauv valenciennes</u> , CC porte du Hainaut	6	12
	14	Commune de Valenciennes	12	24
	15	CA du Cambrésis, CC osartis Marquion, CC caudresis et du Catesis, CC du sud Artois	10	20
	16	Commune de Dunkerque	18	36
	17	CC de Flandres intérieur, CC flandres lys	3	6
	18	CU de Dunkerque (<u>sans Dunkerque</u>), CC des Hauts de Flandre, CA de Maubeuge, CC du pays de Mormal, CC du Solesmois	6	12
	19	CA de Maubeuge, CC du pays de Mormal, CC du Solesmois	3	6
	20	Villeneuve D'Ascq (quartiers Hôtel-de-Ville, Hempemont, Pont-de- Bois, Résidence, Poste, Haute-Borne, Triolo, Ascq, Annapes, Rigaude) Sainghin en Mélantois	5	10
	21	Villeneuve D'Ascq (quartiers Le Sars, Flers, Pilaterie, Cité Scientifique, Château, Cousinerie, Les Prés, Sart-Babylone) Mons-En- Baroeul	5	10
	22	Communes de Marcq en Baroeul, La Madeleine	13	26
	23	Wasquehal	18	36
	24	Communes de Croix et Roubaix	3	6
	25	Communes de Tourcoing et Roncq	3	6
	26	Communes de Marquette-lez-Lille et Wambrechies	10	20
	27	Communes de Ronchin, Faches Thumesnil et Vendeville	6	12
60	28	CA du Beauvaisis, CC du Pays de Bray,	30	60
	29	CC de Vexin-Thelle, CC des Sablons	3	6
	30	CC du Thelloise, CC du Clermontois, CC du Liancourtois, CA Creil Sud Oise, CC du Pays Oise et Halatte, CC de la Plaine d'Estrées, CC du Plateau Picard, CC de l'Oise Picarde	15	30
	31	CC Senlis Sud Oise, CC de l'Aire Cantilienne, CC du Pays de Valois	6	12
	32	CA de la Région de Compiègne de de la Basse Automne, CC des lisières de l'Oise, CC des deux Vallées, CC du Pays des Sources, CC du Noyonnais	7	14
62	33	CA de Lens-Liévin, CA hénin Carvin, CC de la Haute-Deule	10	20
	34	Communauté urbaine d'Arras sans la ville d'Arras	3	6
	35	Arras	15	30
	36	CA de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane	8	16
	37	Communauté d'agglomération de Calais « Cap Calaisais »	18	36
	38	CA du Boulonnais, CA des deux baies en Montreuillois CA du pays de Saint Omer, CC du pays de Lumbres	6	12
80	39	CC Amiens Métropole Est	59	118
	40	CC Amiens Métropole Ouest	7	14
	41	CA de la Baie de Somme, CC du Ponthieu Marquenterre, CC du Vimeu, CC des Villes Soeurs, CC interrégionale Aumale – Blangy-sur-Bresle	5	10
	42	CC Somme Sud-Ouest, CC Nièvre et Somme, CC du Territoire Nord CC de la Picardie Verte,	3	6
	43	CC du Pays du Coquelicot, CC du Val de Somme, CC Terre de Picardie, CC Avre Luce Noye, CC du Grand Roye, CC de la Haute Somme, CC de l'Est de la Somme	3	6
			494	988

Chaque lot est attribué à un ou plusieurs titulaires selon le nombre de places proposées.

5. PIÈCES CONTRACTUELLES

5.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière, le bordereau de prix unitaires ;
- le CCP, valant CCAP et CCTP, et ses annexes dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 ;
- L'offre technique et économique du titulaire.

Le CCAG FCS n'est pas annexé au présent marché.
Les bons de commandes ont valeur contractuelle.

5.2 Textes de références

Les titulaires sont réputés connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux établissements d'accueil du jeune enfant.

6. DURÉE ET RECONDUCTIONS

6.1 Durée de l'accord-cadre - reconduction

L'accord cadre est conclu pour une durée de 24 mois ferme à compter du 1er septembre 2027, reconductible tacitement 2 fois pour une période de 12 mois. La durée totale du marché ne pourra excéder 48 mois.
En cas de non reconduction, un délai de prévenance de 3 mois est à appliquer avant la date de renouvellement.

6.2 Bons de commandes

Les bons de commandes sont émis tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre.
L'émission du bon de commande vaut commencement de l'exécution des prestations pour le nombre de places d'accueil qu'il définit.

Chaque bon de commande comporte :

- ✓ la référence du marché, ainsi que celle du bon de commande (date et numéro) ;
- ✓ le nom de l'établissement et l'adresse où sont effectuées les prestations ;
- ✓ le nombre de places réservées ;
- ✓ la date de mise à disposition des places réservées ;
- ✓ le prix annuel par place réservée.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courrier électronique.

6.3 Marchés de prestations similaires

L'acheteur pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application des [articles R2122-7 du Code de la Commande Publique](#).

7. ENGAGEMENT DES TITULAIRES ENVERS L'ÉTAT

7.1 Confidentialité

Le personnel de(s) la crèche(s) s'oblige à respecter une obligation générale de confidentialité et à ne divulguer à des tiers aucun renseignement relatif aux parents.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié par l'administration de plein droit et sans indemnité, sans préjudice des poursuites éventuelles.

Le titulaire sera amené à détenir des informations personnelles sur les familles plaçant leurs enfants.

Il doit en faire un usage strictement destiné à l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, d'information portant sur les familles.

7.2 Obligation de discrétion

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou ces documents ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution de la prestation.

7.3 Mesures de sécurité particulières

Le titulaire du marché s'engage à garantir une sécurité optimale pour le personnel, les enfants et leurs parents dans l'ensemble des espaces de l'établissement.

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

7.4 Documents à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre

Correspondances émises par le titulaire	A adresser à :
Relatives à l'accord cadre	PFRA Hauts-de-France pfra@hauts-de-france.gouv.fr
Relatives à un bon de commandes	Service prescripteur – PFRH des Hauts-de-France

7.4.a Documents fiscaux et sociaux

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

La PFRA Hauts-de-France vous simplifie cette formalité en mettant à votre disposition gratuitement une plateforme. Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>
Vous êtes alertés automatiquement des mises à jour à effectuer.



7.4.b Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur, la Plateforme régionale des achats Hauts-de-France (PFRA) les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

7.5 Modification des prestations en cours de l'accord-cadre

Toute modification du présent accord-cadre sera effectuée en vertu de [l'article R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique](#)

7.6 Sous-traitance

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.6 du CCAG - FCS.

8. CLAUSE TECHNIQUE - DESCRIPTION DE LA PRESTATION

8.1 Généralités

La prestation consiste en l'accueil des enfants d'agents de la fonction publique d'État, affectés dans la région Hauts-de-France, au sein d'une ou plusieurs structures d'accueil de jeunes enfants agréées par la Protection Maternelle Infantile du département et conventionnées auprès de la Caisse d'Allocations Familiales en vue de l'éligibilité à la Prestation de Service Unique (PSU).

Le titulaire s'engage à réserver au profit de l'État le nombre qu'il aura déterminé de places en structures d'accueil aux prix unitaires tels qu'ils résulteront de la mise en concurrence et seront contractualisés dans l'acte d'engagement ; et ce, dans la limite du nombre de places maximum pour lequel le titulaire aura été retenu.

Le nombre de places réservées par le biais de chaque bon de commande pourra être augmenté en cours d'année par un marché de prestations similaires.

Les places réservées devront permettre l'accueil des enfants dès l'âge de dix semaines jusqu'au jour de leur quatrième anniversaire au maximum.

Le candidat précise dans son offre les horaires d'ouverture de la structure qui doivent permettre l'accueil d'enfants dans un créneau horaire minimum de 8h30 à 17h30.

Chaque place réservée pourra être occupée par un ou plusieurs enfants successivement, dans la limite de l'amplitude d'ouverture de la structure.

Les agents de l'Etat peuvent également bénéficier d'un accueil occasionnel ou d'urgence pour leurs enfants de moins de 4 ans. Cette prestation est intégrée au montant forfaitaire proposé dans l'acte d'engagement.

L'accueil d'urgence est conditionné par une information du responsable de la crèche, de préférence 24 heures avant l'arrivée de l'enfant, et n'est possible que dans la limite des disponibilités de la structure.

8.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.3 Modalités d'admission des enfants

Les modalités d'admission des enfants des fonctionnaires sont de la compétence de la Préfecture de région Hauts-de-France dans le respect de la réglementation, des recommandations de la PMI et de ses engagements contractuels.

La structure d'accueil, dont l'offre a été acceptée par le pouvoir adjudicateur, après l'émission d'un bon de commande, reçoit et instruit les demandes des agents. Lors de l'inscription, elle ne peut pas exiger le versement d'une caution de la part des familles.

Elle communique l'ensemble des demandes formulées par les agents au pouvoir adjudicateur qui statue sur les suites qui leur sont réservées en application d'un barème spécifique composé de différents critères. Le pouvoir adjudicateur notifie la décision aux structures d'accueil qui relaient cette même décision aux familles. En cas de difficultés rencontrées par la structure celle-ci en informe le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur l'état trimestriel des présences effectives des enfants au moyen de la plate-forme CHORUS PRO en même temps que les factures trimestrielles (le tableau type à fournir avec les factures est joint en annexe 4 au cahier des charges).

Voir dérogation à ce principe au 12.3 du présent CCP pour la 1ère et dernière période du marché.

Il l'informe des arrivées et des départs définitifs des enfants dès qu'il en a connaissance, au moins un mois avant le départ des enfants.

Au départ d'un enfant, il attribue la place libérée conformément à la procédure décrite ci-dessous. La même procédure s'applique à chaque libération de place.

Dans le cadre de la gestion prévisionnelle de l'occupation des berceaux, le titulaire peut exiger des familles des éléments d'information sur la présence des enfants pour une période à venir. Toutefois ce prévisionnel ne pourra en aucun cas excéder une période de 3 mois.

8.4 Quantités et date de mise à disposition des places d'accueil

L'émission du premier bon de commande se fera par conséquent sur la base de l'offre remise par le candidat. Celle-ci comprendra le nombre et le prix des berceaux réservés ainsi que les éléments mentionnés à l'article relatif aux bons de commande.

Ces éléments engagent le candidat et seront pris en compte pour l'émission du premier bon de commande.

Les places d'accueil proposées par les candidats devront être mises à la disposition des enfants des fonctionnaires dès le 1er septembre 2027.

En cas de besoin de berceaux supplémentaires en cours d'année :

Si les Titulaires des marchés sont en mesure de proposer des berceaux disponibles, l'attribution se fera selon le taux d'occupation des structures.

Dans le cas où les Titulaires des marchés ne sont pas en mesure de proposer des berceaux disponibles, il sera fait appel aux prestataires ayant proposé une offre mais auxquels aucun berceau n'aura été attribué lors de la notification. Il leur sera fait appel dans l'ordre du classement des offres.

Les attributaires seront consultés afin de conclure un marché de prestations similaires, conformément à l'article 6.3 du présent document.

8.5 Descriptif des locaux

Le gestionnaire devra disposer, au moment de la mise à disposition effective des places réservées, des autorisations de fonctionnement nécessaires à l'activité.

Les personnels des établissements doivent pouvoir y accomplir leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée la satisfaction de leurs besoins, à savoir, les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels, les activités de jeu et d'éveil.

8.6 Organisation relative au fonctionnement des structures d'accueil

Le titulaire assure la gestion de sa ou de ses structures, prend en charge le prix du loyer, effectue tous les travaux nécessaires à l'entretien et à la conservation du ou des bâtiments, des aires de jeux et jardins attenants si nécessaire. Il s'engage à respecter les normes en vigueur concernant l'entretien des locaux et celles relatives à la restauration dans les collectivités d'enfants de moins de 4 ans. Il veille à ce que le matériel utilisé (mobiliier et matériel pédagogique) soit conforme aux normes utilisées pour les enfants de moins de 36 mois.

Le projet d'établissement et le règlement intérieur doivent être accessibles aux familles. Ils font obligatoirement l'objet d'une diffusion par voie d'affichage dans la ou les structures.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peuvent être invités à assister pour information à des assemblées générales ou à des réunions relatives au fonctionnement de la structure d'accueil.

9. DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS

Le titulaire s'engage à recruter du personnel qualifié.

Il s'engage également à mettre à disposition un personnel professionnel de confiance, répondant en quantité et en qualité à la réglementation concernant les structures d'accueil à la petite enfance.

Le titulaire assure également la gestion administrative et le suivi médical du personnel recruté (rémunération, formation, médecine du travail, droits et obligations du personnel selon le statut).

Aucune personne ayant été condamnée pour des faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs, ne peut être recrutée comme personnel d'un établissement ou d'un service visé à l'article L2324-1 du code de la santé publique.

10. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

10.1 Subventions de la C.A.F

Le prestataire s'engage à percevoir la prestation de service unique (P.S.U), à respecter les directives de la caisse nationale des allocations familiales (C.N.A.F) et à ne pas dépasser le seuil d'exclusion des établissements qui appliquent cette P.S.U.

Aucun équivalent de PSU ne peut être accepté.

10.2 Participation des familles

Le titulaire s'engage à appliquer le barème des participations familiales établi par la C.N.A.F. Ce barème est calculé en fonction d'un taux d'effort variable selon les ressources et le nombre d'enfants à charge.

Il prévoit d'instaurer pour chaque enfant un contrat d'accueil personnalisé, mentionnant le nombre d'heures de présence annuelles, les jours et heures de présence et le mode de calcul de la participation financière.

La participation de la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris les repas principaux (midi et goûter), les soins d'hygiène et les couches.

Le pouvoir adjudicateur ne sera amené, en aucun cas, à supporter la défaillance d'une des familles ou des institutions ou organismes financiers, et ce, quel qu'en soit le motif.

En outre, le titulaire accepte le chèque emploi service universel (C.E.S.U) comme moyen de paiement.

11. CONTRÔLE ET VÉRIFICATION DE LA PRESTATION

11.1 Contrôle a priori de la prestation

Ce contrôle portera notamment sur les pièces obligatoires fournies au moment de la remise de l'offre. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer une visite sur site de la ou des structures.

11.2 Contrôle a posteriori de la prestation

Tout changement au sein du personnel ou dans l'organisation structurelle de la ou des structures doit être porté à la connaissance du Préfet de la région Hauts-de-France.

Un rapport annuel d'activité sera établi et communiqué à la plateforme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines (PFRH). Il indiquera l'ensemble des faits marquants de l'année écoulée ainsi que les activités organisées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer des visites sur site au cours de l'exécution des prestations.

12. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

12.1 Définition des prix

Le prix de réservation des berceaux est unitaire. Il est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

La facturation d'un berceau est conditionnée à son taux d'occupation (se référer au barème de facturation joint au cahier des charges) :

- ⇒ **Pour le trimestre 1, 2 et 4 : 423 heures d'occupation par trimestre** pour pouvoir facturer un berceau.

Détail : 6h30 par jour x 5 jours = 32,5 heures semaine x 52 semaines (1 an) = 1690 heures / 4 trimestres = 422,5 heures par trimestre arrondi à 423 heures.

Exemple du barème :

- de 0 heure à 422 heures = pas de facturation
- de 423 heures à 845 heures = 1 berceau facturé
- de 846 heures à 1268 heures = 2 berceaux facturés
- etc.

- ⇒ **Pour le trimestre 3 (trimestre estival) : 282 heures d'occupation** pour pouvoir facturer un berceau (soit 2/3 de 423 heures afin de prendre en compte la période de fermeture estivale).

Exemple du barème :

- de 0 heure à 281 heures = pas de facturation
- de 282 heures à 563 heures = 1 berceau facturé
- de 564 heures à 845 heures = 2 berceaux facturés
- etc.

12.2 Prix de règlement

Les prix initiaux proposés dans l'offre du candidat sont applicables pendant la durée du marché (24 mois ferme, plus 2 reconductions de 12 mois).

Les rabais mentionnés au BPU, en fonction du nombre de berceaux réservés, sont appliqués aux berceaux réservés sans tenir compte du taux d'occupation de ces derniers. Les prix au rabais sont appliqués sur toute la durée du marché.

En cas d'augmentation du nombre de berceaux réservés auprès d'une structure en cours de marché (berceaux supplémentaires), le taux de rabais est appliqué au regard du nombre total de berceaux réservés pour la même structure (tous EJ confondus le cas échéant).

12.3 Facturation - Règlement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Le règlement aura lieu après constatation du service fait par le service prescripteur.

La prestation sera payée à termes échus par acomptes trimestriels d'exécution des prestations. Chaque acompte fera l'objet d'une facture émise au plus tôt le dernier jour du trimestre d'exécution des prestations. En vue de simplifier la gestion de la facturation, les factures seront émises par le titulaire chaque 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre, accompagnées des tableaux trimestriels d'occupation des berceaux réservés. Ces documents doivent obligatoirement être déposés sur la plate-forme CHORUS PRO.

Le montant trimestriel facturé par la structure sera calculé en application des barèmes d'occupation des berceaux établis par le pouvoir adjudicateur

Dérogation pour le début et fin de marché :

A titre dérogatoire de ce calendrier trimestriel, le marché prenant effet un 1^{er} septembre, la 1^{ère} facturation sera faite pour le mois de septembre 2027 uniquement.

Puis le rythme trimestriel s'appliquera jusqu'à la dernière facture qui ne sera que sur 2 mois (juillet et août 2031)

Chaque facture devra être accompagnée des justificatifs suivants :

- tableaux mensuels d'occupation des places, établis pour chaque mois compris dans le trimestre facturé, mentionnant l'Administration qui emploie le parent demandeur, les nom et prénom de l'enfant, sa date de naissance, la date d'entrée dans la structure, le temps de présence mensuel (nombre d'heures), les jours de présence, la date prévue de sortie
- synthèse trimestrielle du temps d'occupation des berceaux (total nombre d'heures) et nombre de berceaux facturés en application des barèmes établis par le pouvoir adjudicateur.

Ces documents devront obligatoirement être datés et signés par le représentant légal de la structure.

Les règlements interviendront sur le budget de l'État sur le programme 148 « fonction publique ».

Le candidat retenu sera payé par mandat administratif, par le comptable assignataire désigné à l'acte d'engagement.

Le titulaire établit une facture en **un original** comportant les éléments suivants :

- la référence du marché (numéro d'EJ),
- le nom et l'adresse du titulaire,
- la nature et la quantité de la prestation réalisée,
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure dans l'acte d'engagement,
- le détail de la liquidation (prix unitaire hors taxe d'un berceau, rabais le cas échéant, nombre de berceaux, taux de revalorisation à partir de l'année 2020),
- le montant total HT, étant entendu qu'à la date de publication du présent marché, la prestation n'est pas soumise à la TVA.

La facture comportera également les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale (notamment SIRET, statut, RIB IBAN) au moment de son émission.

La facture accompagnée des justificatifs relatifs à l'occupation des berceaux sera adressée à la Direction Régionale des Finances Publiques à l'adresse suivante :

DRFIP
Service facturier
84, avenue Kennedy – BP 30026
59002 LILLE Cedex

Un envoi dématérialisé des mêmes documents sera effectué le même jour à l'attention du service prescripteur, en charge de la constatation du service fait à l'adresse mél suivante : pfrh@hauts-de-france.gouv.fr

Tout envoi incomplet donnera lieu au rejet de la facture et suspendra le délai de paiement sans générer d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par le pouvoir adjudicateur avant l'ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est soit de 30 jours, soit égal au solde restant à courir à la date de suspension si celui-ci est supérieur à 30 jours. A défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

12.4 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

12.5 Présentation des factures par voie dématérialisée

L'ordonnance du 26 juin 2014 définit l'**obligation de facturation électronique pour tous les émetteurs de factures à destination de l'Etat** et de leurs établissements publics respectifs.

13. DISPOSITIONS RELATIVES AUX ASSURANCES

Le candidat devra s'engager à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et pénale pour toutes les phases du présent marché, afin que la responsabilité de l'État ne puisse être engagée. Ces pièces seront exigées au moment de la remise de l'offre.

Pour mémoire, elles couvrent notamment les risques liés à la location, le fonctionnement, le personnel et le vol.

Le titulaire s'engage à souscrire des assurances garantissant également les dommages causés aux personnels, aux matériels et aux installations de l'administration.

14. AVANCE

Conformément aux [articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique](#), une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros (€) HT, sauf renonciation expresse du titulaire. Le candidat devra indiquer son choix dans l'acte d'engagement.

Cette avance sera versée au titulaire pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T, sauf renonciation expresse de sa part.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et devra être terminé dès lors que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre de ce marché.

15. PÉNALITÉS

15.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG - FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant pour l'ensemble du marché.

En cas de groupement, les pénalités seront réparties entre les cotraitants, conformément aux indications données par le mandataire.

Le pouvoir adjudicateur pourra appliquer les pénalités dans les conditions énumérées ci-dessous.

Lorsque l'un des délais contractuels d'exécution des prestations objet du présent marché est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par l'application de la formule suivante, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG - FCS :

$$P = (V \times R) / 100$$

Dans laquelle :

P : montant de la pénalité,

V : la valeur pénalisée, cette valeur étant égale au prix de règlement des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard de la livraison d'une partie rend inutilisable l'ensemble,

R : le nombre de jours de retard entendu comme le nombre de jours postérieurs à la date de mise à disposition des places sur laquelle le candidat s'est engagé dans son offre.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler à la personne publique, avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à la bonne exécution du présent marché, pour le cas échéant solliciter une prolongation de délai que l'administration n'est pas tenue d'accorder.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui sera admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de ce décompte.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

15.2 Pénalités liées à des obligations administratives

- Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

En cas de retard de production des documents dans un délai de 1 mois à partir de leur réclamation par le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué une pénalité de 50€ par jour de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

- Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail :

En cas de retard de production du document dans un délai de 1 mois à partir de leur réclamation par le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué une pénalité de 50€ par jour de retard jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché.

- Pénalités pour manquement aux engagements du prestataire :

Le titulaire s'engage à respecter sa méthodologie générale d'exécution, détaillée au questionnaire de valeur technique qu'il aura dûment complété notamment sur le volet technique. Une pénalité forfaitaire de 200€, sans mise en demeure préalable, sera appliquée pour chaque dysfonctionnement constaté ne mettant pas en péril l'exécution de la prestation mais traduisant un niveau moindre de qualité des prestations comparativement aux documents que le candidat a communiqué et notamment aux engagements tels qu'il les a exposés au sein de la grille de réponse qu'il a lui-même complétée (ex : qualité du service, qualité et diversité des activités, disponibilités horaires...).

Cumul des pénalités ou retenues

Toutes les pénalités et retenues mentionnées au présent article sont cumulables. Elles seront prélevées sur la situation immédiatement postérieure à l'infraction.

16. CESSIONS ET NANTISSEMENTS

L'exemplaire « spécial et unique » du marché sera délivré à sa demande au titulaire conformément aux dispositions de l'article 4.2.2 du CCAG – FCS.

17. RÉSILIATIONS

Le présent marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre VI du CCAG – FCS.

Il sera fait application des articles 29 à 36 inclus du CCAG - FCS avec les précisions suivantes :

■ Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à 5%.

■ Résiliation par perte de compétence

En cas de non renouvellement ou de perte des agréments demandés au titre de la candidature (CAF, PMI) portant sur les domaines concernés par le bon de commandes, celui-ci sera résilié sans indemnité.

■ Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

18. LITIGE

Les modalités de règlement amiable des différends sont prévues au CCAG visé par le présent marché. Avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties sont invitées à mettre en place une médiation en saisissant directement le Médiateur des marchés publics selon les modalités précisées sur le site : www.mediation-des-marches-publics.fr

En cas de litige, et après échec de la médiation, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Lille, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille dont les coordonnées sont les suivantes:

Tribunal administratif de Lille

**5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex**

Voies et délais de recours contentieux :

- Référé précontractuel (article L 551-1 du CJA), la requête devant être introduite avant la signature du contrat notamment par les candidats évincés et potentiels ;

- Référé contractuel (article L 551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;

- Recours en contestation de validité du contrat et des actes détachables du contrat préalable à sa conclusion (recours de pleine juridiction prévu par la décision CE Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994) par tout tiers sans considération de sa qualité susceptible d'être lésé dans ses intérêts. Ce recours est assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires pouvant intervenir après sa formation. Il doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché ;

- Recours pour excès de pouvoir (article R 421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée (son champ est restreint depuis la décision Département de Tarn et Garonne de 2014).

19. DÉROGATIONS AU CCAG - FCS

Le présent cahier des clauses particulières se réfère au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services.

Il y déroge sur les articles suivant :

L'article V déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS – ordre de priorité des pièces contractuelles ;

L'article VII déroge à l'article 13.1 du CCAG-FCS – délai d'exécution.

L'article XV déroge à l'article 14 du CCAG - FCS – pénalités.